

## MARIAGE POUR TOUS

Il faut remarquer que Mgr Vingt-Trois a bien indiqué qu'il s'agit d'une « supercherie » et que SURTOUT, il poursuit en disant qu'il est «le mariage de quelques-uns IMPOSE à tous». Sur le plan politique, il RECUSE la LEGITIMITE de «l'élection présidentielle» et celle des «législatives» qui ne sont pas «un blanc-seing automatique» quand il s'agit de réformes qui «touchent très profondément les équilibres de notre société». Et Il appelle les chrétiens «à saisir leurs élus en leur écrivant des lettres personnelles». Sur un autre site – celui du diocèse de Quimper – l'évêque met bizarrement un passage de Centesimus annus 46 alors qu'il condamne le pseudo mariage homo. Je dis « bizarrement », car on pourrait s'attendre à des extraits du Magistère sur l'homosexualité... Mais non, on a un extrait d'une encyclique qui dit :

« L'Église apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun. **Cependant, l'Église ne peut approuver la constitution de groupes dirigeants restreints qui USURPENT LE POUVOIR de l'État au profit de leurs intérêts particuliers ou à des fins idéologiques.** »

En fait l'Église catholique est tout simplement en train de nous alerter. **Pour Elle aujourd'hui la Démocratie est en danger en France... Et Elle nous demande d'entrer en RESISTANCE !**

Elle nous demande d'écrire à nos élus et aux maires et fournit même des modèles de lettres :

---

### Jean-Marie Le Vert, Évêque de Quimper et Léon

Beaucoup, dans notre société, mesurent la gravité de ce qui se prépare avec le projet de loi sur le « mariage pour tous ». Cela ne touche pas d'abord une vision confessionnelle du mariage, mais sa fonction sociale qui ne dépend d'aucune religion. Le « mariage pour tous » est une supercherie et sera une source d'injustices profondes, spécialement au niveau des enfants.

Notre pays vit sous le régime de la démocratie. Comme citoyens, nous disposons de la liberté d'exprimer notre opinion ; comme chrétiens, nous sommes invités à participer à la vie politique. C'est ce que nous rappellent plusieurs documents de notre Église. Deux d'entre eux sont cités ci-dessous.

Chacun peut ainsi saisir les parlementaires de notre pays en leur écrivant une lettre personnelle (si possible manuscrite) ou en les rencontrant, pour leur exprimer avec respect leur conviction, utilisant les moyens d'expression qui sont ceux de la démocratie participative.

Le site Internet de la Conférence des Évêques de France présente toutes sortes d'arguments pour étayer une intervention. **Voici aussi ci-joint trois exemples de lettres dont on peut s'inspirer.** Elles ont un contenu plus ou moins développé, pour essayer de correspondre aux attentes de chacun et aux différentes situations.

Puisse un grand nombre de personnes contribuer à l'élaboration du bien commun de notre société !

## MARIAGE POUR TOUS

Christi fideles laici n° 42 : « La charité qui aime et qui sert la personne ne doit pas se séparer de la justice : l'une et l'autre, chacune à sa manière, exigent la reconnaissance totale et effective des droits de la personne, à laquelle est ordonnée la société avec toutes ses structures et ses institutions. Pour une animation chrétienne de l'ordre temporel, dans le sens que nous avons dit, qui est celui de servir la personne et la société, les fidèles laïcs ne peuvent absolument pas renoncer à la participation à la «politique», à savoir à l'action multiforme, économique, sociale, législative, administrative, culturelle, qui a pour but de promouvoir, organiquement et par les institutions, le bien commun. (...)

Tous et chacun ont le droit et le devoir de participer à la politique ; cette participation peut prendre une grande diversité et complémentarité de formes, de niveaux, de tâches et de responsabilités. En même temps - et ceci est ressenti comme une urgence et une responsabilité - les fidèles laïcs doivent porter témoignage des valeurs humaines et évangéliques qui sont intimement liées avec l'activité politique elle-même, comme la liberté et la justice, la solidarité, le dévouement fidèle et désintéressé au bien de tous, le style de vie simple, l'amour préférentiel pour les pauvres et les plus petits. (...) Le style et le moyen pour réaliser une politique qui veuille viser un véritable développement humain, c'est la solidarité : cette solidarité requiert la participation active et responsable de tous à la vie politique, de la part de chaque citoyen et des groupements les plus variés, depuis les syndicats jusqu'aux partis ; ensemble, tous et chacun, nous sommes à la fois destinataires et participants actifs de la politique. »

Centesimus annus n° 46 : « L'Église apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun. **Cependant, l'Église ne peut approuver la constitution de groupes dirigeants restreints qui usurpent le pouvoir de l'État au profit de leurs intérêts particuliers ou à des fins idéologiques.**

Une démocratie authentique n'est possible que dans un État de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine. Elle requiert la réalisation des conditions nécessaires pour la promotion des personnes, par l'éducation et la formation à un vrai idéal, et aussi l'épanouissement de la «personnalité» de la société, par la création de structures de participation et de coresponsabilité. On tend à affirmer aujourd'hui que l'agnosticisme et le relativisme sceptique représentent la philosophie et l'attitude fondamentale accordées aux formes démocratiques de la vie politique, et que ceux qui sont convaincus de connaître la vérité et qui lui donnent une ferme adhésion ne sont pas dignes de confiance du point de vue démocratique, parce qu'ils n'acceptent pas que la vérité soit déterminée par la majorité, ou bien qu'elle diffère selon les divers équilibres politiques. À ce propos, il faut observer que, s'il n'existe aucune vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, les idées et les convictions peuvent être facilement exploitées au profit du pouvoir. **Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois, comme le montre l'histoire. »**